

Déclaration préalable



Conseil Supérieur de l'Éducation du mercredi 17 mai 2023

Monsieur le Président, Mesdames et messieurs les membres du Conseil,

Pas un jour sans que l'école ne soit un sujet d'actualité, un sujet médiatique, un sujet de débats mené à grands coups de clichés qui fleurent bon une école du passé totalement fantasmée. L'école est tout à fois le métronome de la société et le cœur battant de la République. Surtout l'école publique, l'école de la première chance. Les parents placent à travers elle l'espoir de la formation citoyenne de leur enfant et la construction de son projet de vie. C'est bien le quotidien de millions d'élèves et de parents de l'école publique, celles et ceux qui souvent, trop souvent, ne parlent pas quand beaucoup parlent à leur place, avec préjugés trop souvent et sans les écouter. Et c'est bien la priorité de la FCPE, l'école publique, laïque, obligatoire et gratuite qui, disons-le clairement, est à protéger, poste après poste, classe après classe, élève après élève de chaque école et établissement public.

La FCPE a accueilli de prime abord favorablement, qu'enfin la mixité scolaire et sociale revienne au centre de débat. La construire repose avant toute chose de consacrer l'essentiel des efforts humains et financiers dans l'école publique. Mais non, l'école publique à la rentrée 2023 se voit privée de 1500 postes et l'enseignement privé est déjà en train de négocier la contrepartie de ce qui pourrait être sa contribution toute relative. Comment imaginer que l'école privée puisse avoir plus alors que l'école publique va encore avoir moins ! C'est assez ! l'école n'est pas un marché aux élèves, ni en zone prioritaire ni dans les lycées professionnels. L'école publique est le premier investissement dans le futur du pays, dans les citoyens en devenir. Et il s'agit bien de mettre en place des politiques publiques, évaluées qui profitent au plus grand nombre d'élèves et parmi eux les plus fragiles.

La FCPE reste entière dans ses principes et ses valeurs. Défendre un projet de mixité sociale et scolaire demande du courage et de ne pas craindre de perdre des points d'audience, ni des adhérents. Cela, nous le vivons, quand nous défendons un projet de mixité sociale ou plus encore quand nous déconstruisons arguments par arguments les intox et attaques contre l'école de la République. C'est un engagement quotidien, chronophage et éprouvant pour les parents d'élèves représentants, pour les équipes éducatives. Tout en vrac, il y a l'éducation à la sexualité, la lutte contre les discriminations, qu'elles soient genrées, sociales et autres, les dérives sectaires ou encore le complotisme... Mais plus encore dernièrement, nous avons posé les alertes en direct, et les organisations syndicales s'en font également écho, il s'agit bien des tentatives répétées d'entrisme de l'extrême-droite dans l'école de la République, celle qui porte sur son fronton la devise nationale : Liberté, égalité et fraternité. Et de cela tout semble permis. Des élèves, mineurs sont pris à parti des adultes et parfois malmenés, ici les projets pédagogiques sont attaqués, là les équipes sont invectivées et les représentants FCPE menacés. Alors où va-t-on ? quel projet porte le gouvernement pour notre école publique ? comment accompagne-t-il les membres des écoles publiques qui sont ainsi attaqués ? comment sont défendus les équipes, les programmes ou les dispositifs ? Défendre la mixité sociale et scolaire c'est bien lutter contre l'entre-soi et la peur de l'autre, c'est former des citoyens libres et éclairés, c'est défendre la démocratie scolaire et lutter contre toutes les formes de menaces ou de violence.

La FCPE attend des actes et des actes forts. A ce titre, nous rappelons ô combien la démocratie scolaire est depuis bien trop longtemps galvaudée et le rôle des représentants des parents et des élèves, trop souvent négligé. Nous rappelons ô combien une fédération comme la nôtre est essentielle pour la scolarité et le bien-être des élèves, le climat scolaire et surtout pour le fonctionnement libre et éclairé des instances. Devant tous les représentants des membres de la communauté éducative, nous faisons la demande qu'enfin soit réellement mise en œuvre une campagne de communication nationale et déclinée dans tous les établissements scolaires à la rentrée 2023 mettant en avant les élections de parents d'élèves et le rôle essentiel des fédérations agréées dans l'accompagnement des parents. Nous demandons également que soit mises en œuvre des réunions nationales et académiques pour véritablement faire vivre la démocratie scolaire et avec elle la communauté éducative au service de la réussite des élèves et ce dès le mois de juin.

Faire société, faire nation c'est par l'école publique !

Je vous remercie